

## **Procès-verbal du Comité syndical**

Séance du 31 mai 2018

Le trente et un mai deux mille dix-huit, à 15 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 25 mai 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice : 109

Nombre de délégués présents ou représentés : 58 dont 17 pouvoirs

### **Étaient présent·e·s :**

#### **Titulaires :**

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Arnaud Gibert (Bezons), M. Henri Vincent (Bois-Colombes), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), M. Samuel Besnard (Cachan), Mme Alice le Moal (Clichy-la-Garenne), M. Jackie Boulay (Châtillon), M. Jean-Paul Martinerie (Châtenay-Malabry), M. Bruno Helin (Créteil), M. Jean-Luc Millard (Drancy), M. Xavier Caron (Enghien les Bains), M. Philippe Ribatto (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann Rispal (Fontenay-sous-Bois), M. Boutaëb Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Genevieve Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Jacques Godard (Le Bourget), M. Philippe Brillault (Le Chesnay), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), M. Philippe Lebeau (Pantin), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville), Mme Monique Bouteille (Rueil Malmaison), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Christophe Boissière (Vincennes), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Alain Schumacher (Grand Paris Grand Est), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lièvre (Grand Paris Seine Ouest), M. Jean-Marc Szmaraagd (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

#### **Suppléant(e)s avec voix délibératives :**

Vincent Mezure (Bougival), Anna Angeli (Le Pré Saint-Gervais), Dominique Lebrun (Saint-Cloud)

#### **Suppléant sans voix délibératives :**

Marc Feugere (Chatenay-Malabry)

#### **Excusé·e·s ayant donné pouvoir :**

Jean-François Monino (Aubervilliers) donne pouvoir à Patrice Lebeau, Bruno Tuder (Bagneux) donne pouvoir à Philippe Ribatto, Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine) donne pouvoir à Patrice Pattée, Serge Kehyayan (Clamart) donne pouvoir à Jean-Paul Martinerie, Hervé Hemonet (Colombes) donne pouvoir à Genevieve Gaillabaud, Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) donne pouvoir à Jean-Marc Bourjac, Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine) donne pouvoir à Sophie Deschiens, Christian Page (Saclay) donne pouvoir à Thierry-Michel Isoard, Pascale Trimbach (Saint-Mande) donne pouvoir à Christophe Boissière, Catherine Bloch (Vaucluse) donne pouvoir à Dominique Lebrun,

Hervé Fleury (Versailles) donne pouvoir à Philippe Brillault, Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à Marie-France Parrain, Alain Bortolameolli (Villeneuve-la-Garenne) donne pouvoir à Alice le Moal, Gauthier Mougin (GPSO) donne pouvoir à Christine Bruneau, Michel Jiaume (GPSO) donne pouvoir à Jean-Marc Szmargd, Pierre Garzon (Val-de-Marne) donne pouvoir à Yoann Rispal, Patrick Ollier (MGP) donne pouvoir à Catherine Baratti-Elbaz.

### **Excusé·e·s :**

Perrine Precetti (Antony), Philippe Pierre (Argenteuil), Bruno Beschizza (Aulnay-sous-Bois), Merouan Hakem (Bagnolet), Alain Loppinet (Bailly), Anne Pelletier-le Barbier (Bièvres), Youssef Zaoui (Bobigny), Jean-Pierre Spilbauer (Bry-sur-Marne), Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne), Pascal Turano (Charenton), Ali Id Elouali (Choisy-le-Roi), Frédéric Nicolas (Dugny), Denis Redon (Epinay-sur-Seine), Yves Menel (Garches), Christophe Bernier (Gennevilliers), Fatah Aggoune (Gentilly), Robin Reda (Juvisy-sur-Orge), Gabriel Galliot (Le Blanc-Mesnil, Ibrahima Traoré (Le Kremlin-Bicêtre), Benoît Blot (Le Plessis-Robinson), Didier Dousset (Le Plessis Tréville), Bernard Cacace (Le Raincy), Christophe Paquis (Les Lilas), Arnold Voillemin (Livry-Gargan), Rodéric Aarsse (Malakoff), Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), Pascal Butin (Neuilly-Plaisance), Richard Testa (Noisy-le-Grand), Marc Tourelle (Noisy-le-Roi), Bernard Girault (Noisy le Sec), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Yann Wehring (Région Ile de France), Jean-Paul Fauconnet (Rosny-sous-Bois), Patrick Leroy (Rungis), Cécile Ranguin (Saint-Denis), Julien Bachard (Saint-Gratien), Sylvain Berrios (Saint-Maur-des-Fossés), Alain Guetrot (Saint-Maurice), Francis Vary (Saint-Ouen), Laurence Westphal (Sucy-en-Brie), Amirouche Laidi (Suresnes), Pascal Thevenot (Velizy Villacoublay), Roland de Heulme (Viroflay), Jean-Claude le Roux (Yerres), Olivier Klein (GPGE), Antoine Dupin (GPSO), Aline de Marcillac (GPSO), Daniel Guiraud (MGP)

### **Assistaient également à la séance :**

Mmes Véronique Haché, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice communication et marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique, des finances et de de la commande publique, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

### **Ordre du jour :**

Information concernant l'avis rendu sur le budget par la CRC en date du 25 avril 2018

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 5 avril 2018
2. Compte rendu du Bureau du 22 mai 2018
3. Délibérations :
  - Approbation de la décision modificative n°1 du budget annexe Régie Velib' 2018
  - Approbation de la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux locations du service public Velib'
  - Approbation de la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux abonnements du service public Velib'
  - Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence
4. Points divers :
  - Utilisation du service Autolib'

La Présidente a ouvert la séance à 16 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Thierry-Michel Isoard est désigné secrétaire de séance.

### **Information concernant l'avis rendu sur le budget par la CRC en date du 25 avril 2018**

**La Présidente** rappelle aux membres qu'ils ont reçu l'avis rendu sur le budget par la Chambre Régionale des Comptes en date du 25 avril 2018. Elle indique aux membres que la CRC a constaté que les mesures adoptées par le Syndicat étaient suffisantes pour rétablir l'équilibre du budget primitif 2018 ; qu'il n'y avait pas lieu de modifier les délibérations 2018 05 et 2018 06 relatives au budget principal qui sont conformes aux recommandations de la Chambre ; que la CRC a déclaré la procédure close et demande que le Comité syndical en soit informé lors de sa plus proche réunion.

### **1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 5 avril 2018**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 5 avril 2018.

*En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 5 avril 2018 est adopté à l'unanimité.*

### **2 – Approbation du procès-verbal du Bureau syndical du 22 mai 2018 (par les membres du bureau)**

**La Présidente** s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal du Bureau du 22 mai 2018.

*En l'absence d'observations, le procès-verbal du Bureau du 22 mai 2018 est adopté à l'unanimité.*

### **3 – Délibérations**

#### **3.1 Approbation de la décision modificative n°1 du budget annexe Régie Velib' 2018 (délibération 2018 12)**

Le budget primitif rectifié 2018 du budget annexe Régie Velib' a été adopté lors de la séance du 05 avril 2018 en intégrant l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2017 de 4 004,73€ constaté au compte administratif 2017 de la régie Velib'. Dans le respect des principes budgétaires et comptables, en cours d'année, le comité syndical peut procéder à des ajustements des montants inscrits en recettes et dépenses, par décisions modificatives.

En conséquence des retards constatés dans le déploiement du service et dans la perspective d'une mise en oeuvre de mesures compensatoires exceptionnelles relatives aux abonnements et aux locations du service Velib', il est proposé de procéder à certains ajustements budgétaires sui.

Le marché de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires à hauteur de 50% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et pour la totalité au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Par ailleurs, l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif valant clauses administratives (PFDA) prévoit dans l'hypothèse d'un retard dans la mise en service, la mise en oeuvre des pénalités applicables au prestataire d'un montant forfaitaire de 1 000 000 € suite au constat du retard dans la mise en service établi au 1<sup>er</sup> jour de chaque mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ainsi, après procès-verbal contradictoire établi chaque mois avec le titulaire, le Syndicat a procédé aux décomptes de ces pénalités dues et les a titrés au titulaire du marché à hauteur de 1 million d'euros pour chacun des mois de janvier, février, mars et avril 2018.

Aussi, il est proposé d'inscrire ces recettes exceptionnelles à hauteur de 4 millions d'euros pour cette période.

Au regard du retard dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain, il est proposé de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires suivantes au bénéfice des abonnés du service.

- Un remboursement sur demande des abonnements en cours sur la période de janvier à mai inclus

- Un remboursement des montants perçus au titre des locations inférieures et supérieures à 30 mn.

Ainsi, il est proposé d'inscrire à ce stade un montant prévisionnel de 1 million d'euros en dépenses exceptionnelles pour permettre ces remboursements. Ce montant sera ajusté au vu des demandes de remboursements reçues et des sommes effectivement facturées par le délégataire au titre des locations à fin mai.

La présente décision modificative a donc pour objet d'ajuster comme suit les recettes et dépenses de la section de fonctionnement :

En recettes :

- Augmentation des recettes exceptionnelles : 4 000 000 €

En dépenses :

- Augmentation des dépenses exceptionnelles : 1 000 000 €

Soit un budget total de l'exercice après la présente DM de :

- Section de fonctionnement dépenses : 42 710 000€
- Section de fonctionnement recettes : 45 714 004,73€

Soit un suréquilibre en fonctionnement de : 3 004 004,73€.

Ainsi après l'affectation au budget 2018 des recettes et dépenses supplémentaires énoncées dans le cadre de cette décision modificative la section de fonctionnement perdurera en suréquilibre de 3 004 004,73€ ;

Considérant que l'exécution du budget annexe 2018 nécessite d'ajuster les crédits inscrits en section de fonctionnement en dépenses et recettes ;

**La Présidente**, après avoir rappelé aux membres que cette délibération venait d'être soumise pour avis au Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', donne la parole aux membres.

**M. Arnaud Gibert (Bezons)** estime que les chiffres annoncés sont fantaisistes dans la mesure où lorsqu'il traverse Paris, il ne voit pas de stations Velib'. Il souhaite connaître les compensations financières pour les abonnés au service. Il termine en indiquant qu'il soutient l'idée d'une prolongation de l'abonnement des usagers Velib' par rapport au remboursement des premiers mois de l'année 2018 et ne comprend pas en quoi cela entraînerait une augmentation des dépenses pour le Syndicat.

**La Présidente** précise que tous les abonnements seront remboursés intégralement qu'ils soient pour les vélos mécaniques ou électriques.

En l'absence d'autre intervention, **la Présidente** soumet au vote la délibération 2018 12.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à l'unanimité, la décision modificative n°1 du budget annexe régie Velib' 2018 comme suit :*

*Section de Fonctionnement*

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
67- Charges exceptionnelles	678		1 000 000€		
77- Produits exceptionnels	7711				4 000 000€
TOTAL			1 000 000€		4 000 000€
SOLDE					3 000 000€

3.2 Approbation de la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux locations du service public Vélib' (délibération 2018 13)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Au regard du retard dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service.

La présente délibération a donc pour objet de prévoir l'absence de facturation ou le remboursement des locations inférieures et supérieures à 30mn pour l'ensemble des abonnements au service Velib' pour les mois de janvier à mai 2018.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet au vote la délibération 2018 13.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE à l'unanimité de ne pas facturer ou de rembourser les locations inférieures et supérieures à 30 mn sur les mois de janvier à mai 2018 pour l'ensemble des abonnements au service Velib' à savoir :*

- 1) *Les abonnements longue durée (listés à l'article 1 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :*
  - l'abonnement V-Libre ;
  - l'abonnement V-Plus ;
  - l'abonnement V-Max.
- 2) *Les abonnements courte durée (listés à l'article 2 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib') :*
  - l'abonnement V-Découverte;
  - l'abonnement V-Séjour ;
  - l'abonnement V-Découverte tribu ;
  - l'abonnement V-Séjour tribu.

*DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67 ; DIT que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.*

### 3.3 Approbation de la mesure compensatoire exceptionnelle relative aux abonnements du service public Velib' (délibération 2018 14)

Le marché n° VM201701-1 de vélos en libre-service- Velib' notifié le 9 mai 2017 à la société Smovengo prévoyait un déploiement des 1050 stations prévues au forfait et des 350 commandées au chapitre 1 du bordereau des prix unitaires :

- à hauteur de 50% au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- et pour la totalité au 1<sup>er</sup> avril 2018.

Au regard du retard pris dans le déploiement du service Velib' sur le territoire métropolitain et des dysfonctionnements techniques relevés, il apparaît nécessaire de mettre en place, à titre exceptionnel, des mesures compensatoires au bénéfice des abonnés du service.

La présente délibération a donc pour objet d'adopter une mesure tendant au remboursement des abonnements encaissés sur les mois de janvier à mai 2018 au bénéfice des usagers.

Cette mesure concerne les abonnés du service Velib' détenteurs des offres « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.

Les abonnements ayant fait l'objet d'une tarification promotionnelle sur les mois de janvier, février et mars 2018 pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

Par ailleurs, les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre du nouveau service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.

La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur les mois de janvier à mai 2018. Pour pouvoir bénéficier de la présente mesure, les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne. Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata.

En l'absence d'intervention, **la Présidente** soumet au vote du Comité syndical la délibération 2018 14.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE à l'unanimité la mesure exceptionnelle de remboursement des abonnements « V-Plus » et « V-Max » que ces abonnements fassent l'objet d'une tarification dite classique ou réduite (Velib' Jeunes ou Vélib' Solidarité) et tels qu'ils sont désignés aux articles 1 et 4 de la délibération 2017 117 relative à l'approbation des tarifs généraux d'utilisation du service Velib'.*

*Les abonnements ayant fait l'objet d'une tarification promotionnelle sur les mois de janvier, février et mars 2018 pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.*

*Les abonnés Velib' de 2017 dont l'abonnement court en 2018 (cf article 10 de la délibération précitée), repris dans le cadre du nouveau service, pourront également bénéficier de la mesure de remboursement.*

*La mesure compensatoire s'applique aux abonnements effectifs sur les mois de janvier à mai 2018.*

*Pour bénéficier de la présente mesure les abonnés devront expressément en faire la demande via un formulaire en ligne. Dans l'hypothèse où les douze mensualités des abonnements précités auraient été réglés en une fois, le remboursement sera effectué au prorata ; DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 67 ; DIT que les dispositions de la délibération n°2017 117 restent inchangées.*

#### 3.4 Rendu compte des décisions prises par la Présidente dans le cadre de la délégation de compétence (délibération 2018 15)

**La Présidente** rappelle que par délibération n°2017 98 du 12 octobre 2017, le Comité syndical lui a donné délégation de compétence conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

En vertu de la même disposition, la Présidente doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

*Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par la Présidente sur l'année 2018 en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical à la Présidente, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.*

#### 4. Points divers :

- Utilisation du service Autolib'

**La Présidente** donne la parole à M. Olivier Bonnefoy.

M. Olivier Bonnefoy (Directeur des services techniques) présente les indicateurs d'usage du service Autolib'.

Le nombre d'abonnés total entre avril 2017 et avril 2018 a augmenté de 10,2%, passant de 139 262 à 153 542.

Le nombre d'abonnés 1 an a diminué, aux mêmes dates, de 5,7%, passant de 107 283 à 101 174.

Le nombre d'abonnés prêt à rouler a augmenté, aux mêmes dates, de 78%, passant de 34 979 à 52 278.

Le nombre de locations par jour en avril est de 12 443 en 2018 contre 13 975 en 2017, soit une diminution de 11%.

Les usages des 1 an premium a diminué de 5,7 % alors que celui des prêts à rouler a augmenté de 17,7%.

**La Présidente** indique que ce point régulier sur les indicateurs, montre que le service Autolib' n'est pas un franc succès. Des mesures ont été mises en place par le Syndicat afin d'améliorer la rentabilité économique du service.

Concernant l'article sur Autolib' paru le jour même dans le Monde, la Présidente revient sur les échanges concernant les plans d'affaires déficitaires de la société Autolib'. Elle rappelle que c'est en 2016 que la société Autolib' a présenté le premier plan d'affaires déficitaire au Syndicat remettant en cause le grand équilibre. A cette date, le Syndicat a eu des discussions avec le délégataire sur le service Autolib' et son attractivité. Le délégataire n'a jamais atteint les objectifs fixés en 2011. Autolib' est un service ambitieux, qui n'existe nulle part dans le monde. Il était donc difficile de faire des prévisions, aussi bien pour le délégataire que pour les élus qui ont signé la délégation de service public. Il s'agit aussi d'un service public, avec des tarifs adaptés au service public. Un investissement public a eu lieu à l'origine.

Un suivi du délégataire a été effectué, amenant la société Autolib' à rendre des comptes devant les élus. Récemment encore, un groupe de travail Autolib' a été organisé avec les élus en présence de la société Autolib'.

La Présidente indique que c'est en 2016 qu'eut lieu la présentation du plan d'affaires actualisé déficitaire et permettant à la société Autolib' de faire jouer la clause limitant à 60 millions d'euros le déficit à sa charge. Le Syndicat l'a immédiatement contesté, demandant un rapport d'Audit externe qui fut communiqué aux membres du Comité de suivi de la DSP Autolib'.

Ce dernier était consultable au Syndicat par les élus en faisant la demande et sera envoyé au représentant titulaire après demande écrite du maire de sa commune ou Président de l'EPT.

La DSP prévoit qu'au terme du plan d'affaires, s'il y a contestation des chiffres, un processus de conciliation soit enclenché. Ce fut le cas et la conciliation a été à son terme pour le plan d'affaires 2016. Le Syndicat va probablement enclencher une procédure de conciliation pour le plan d'affaires actualisé de 2017, aussi contesté. Elle précise que sans accord à l'issue de la conciliation, les deux parties ont la possibilité de saisir le Tribunal Administratif.

La plupart des propositions du Syndicat afin de rendre le service Autolib' plus attractif ont été au fil des années refusées par la société Autolib'. La Présidente précise qu'en tant qu'élue, l'intérêt général doit être défendue et qu'il va être nécessaire de trouver une sortie acceptable pour le service public et la défense des communes adhérentes. Si, dit-elle, jusqu'à présent les discussions se passaient dans un cadre confidentiel, au vu de l'article paru dans Le Monde ce jour, la Présidente ne peut que constater que les équipes de la Sté Autolib' souhaitent que ceux-ci soient désormais publics. La Présidente n'est pas sûre que cela soit la bonne solution. Mais à l'issue de ce Comité syndical, elle annonce qu'un communiqué de presse sera envoyé concernant Vélib' et l'un sur Autolib'.

**La Présidente** donne la parole aux membres.

**M. Millard (Drancy)** confirme que le Syndicat a fait preuve de beaucoup d'ouverture et d'écoute envers la société Autolib', qui a refusé la plupart des propositions du Syndicat. Il était possible d'arriver à un accord acceptable.

La situation n'a rien à voir avec l'article de ce matin, on pouvait arriver à un accord acceptable pour tout le monde. Il termine en indiquant que la meilleure façon de s'en sortir pour le Syndicat n'est donc plus de se défendre, mais d'attaquer.

**Mme Bouteille (Rueil Malmaison)** souhaite savoir s'il est possible de bloquer la dégradation du service qui s'accumule chaque année. Et s'il est possible de diminuer le nombre de stations dans les villes afin de diminuer l'impact financier éventuel.

**M. Roche (GPSO - Vanves)** indique que tout ce qui est partagé autour d'Autolib' peut se résumer par : absence de rentabilité. Il informe l'assemblée qu'il a constaté que sur les 6 stations de Vanves, un nombre de plus en plus important de véhicules électriques non-Autolib' viennent se recharger sur les stations. Il voudrait connaître les tarifs de ce service et savoir s'ils sont suffisants.

**M. Arberet (Arcueil)** indique que la notion de service public n'est pas une notion de rentabilité financière et ajoute que les services de transport en commun, les crèches... ne sont pas rentables. Il précise que les élus savaient, le jour où ils ont choisi d'adhérer à Autolib', que cette nouvelle approche de la voiture ne serait pas forcément rentable. Il pense qu'Autolib' est une possibilité de sortir du modèle tout voiture et un plus pour la protection de l'environnement. "Je demande", dit-il, au STIF de participer au financement d'Autolib'.

**M. Brillault (Le Chesnay)** estime qu'aujourd'hui cela relève plus d'un problème juridique. Il dit apprécier la méthodologie de la Présidente et son dialogue, même s'il pense qu'elle n'est pas très libre. Il se demande si le Syndicat n'est pas géré par la Ville de Paris.

Il pense que juridiquement parlant, il faut que la Présidente se protège, car en cas de problème la responsabilité lui incomberait.

Il est étonné d'apprendre par *Le Monde* qu'une lettre a été adressée le 25 mai dernier par la société Autolib' aux membres du Syndicat, alors qu'il n'en a pas connaissance. J' imagine, dit-il, que vous allez nous communiquer cette lettre. Il cite ensuite l'article 70 de la DSP en indiquant qu'il est clair que le Comité de conciliation n'est pas là pour renégocier chaque année un plan stratégique, mais pour mettre en place une saisine en cas de difficultés. Il indique n'avoir jamais eu aucune information sur le Comité de conciliation, la date de sa création, les dates de mises en place de la procédure, ce qui a été réalisé. Il voudrait également savoir si La Maire de Paris fait partie de ce Comité, car il a peur que si l'on découvre que les choses se font dans son bureau alors qu'elle n'est pas membre du Comité, cela aggrave le contentieux.

Il pense que pour garantir les intérêts de la Présidente qui sont aussi ceux du Syndicat, celle-ci devrait donner plus d'éléments dans des commissions plus élargies. Je souhaiterais qu'il y ait une cohésion plus importante de nous tous afin de régler la situation.

Il informe qu'au vu de cette séance, lui et d'autres élus vont enclencher une action juridique, non pas à l'encontre de la Présidente, mais pour défendre les intérêts de leurs administrés.

**La Présidente** indique que :

- Des solutions avaient été évoquées pour éviter la dégradation du service et, voyant augmenter le nombre d'abonnés venant recharger leurs véhicules particuliers, une des perspectives était de dire que cela pouvait contribuer à rééquilibrer la DSP. Les tarifs de ces recharges ont été augmentés. Autolib' possédant le plus grand système de recharge de voitures électriques du monde, le Syndicat a donc étudié comment transformer les stations en zone de recharge pour des voitures électriques de particuliers afin de faire évoluer l'usage des stations ;

- Elle rappelle aux élus que le Syndicat fonctionne avec un bureau, une présidente et des vice-présidents. En tant que présidente, Mme Catherine Baratti-Elbaz précise partager régulièrement avec les membres du bureau un certain nombre d'informations. Les réunions de bureau font l'objet d'un compte rendu validé à chaque séance du Comité, publié sur le site du Syndicat et affiché au Syndicat. Elle rappelle qu'il existe également le Comité de suivi de la Délégation de service public Autolib' composé de 5 élus désignés par un vote du Comité. Elle souligne que ces instances sont transparentes et légitimes et conformes à nos statuts.

**La Présidente** précise qu'elle fait très bien la différence entre son rôle de Présidente et son rôle de représentante de Paris. En qualité de présidente du Syndicat, dit-elle, « je parle au nom de tous les élus », ce qui est une lourde responsabilité qu'elle mesure chaque jour ;

- Elle confirme également qu'elle discute régulièrement avec la Ville de Paris qui représente plus de la moitié des stations Autolib'. Si facture il y a au Syndicat, Paris en payera donc au moins la moitié. Elle indique que Paris a d'ailleurs souvent payé pour les communes alentour sans que personne ne s'en plaigne ;

- Elle rappelle que quand elle écrit à une entreprise du groupe Bolloré, les échanges sont validés par les équipes du Syndicat et les conseils juridiques externes au Syndicat, particulièrement dans la période qui s'ouvre. Mais elle précise que la Maire de Paris ne lui dicte en rien ce qu'elle doit écrire ;

- Elle précise partager certains sujets et documents uniquement avec le bureau, avec le Comité de suivi ou dans le cadre du Comité de conciliation. Ce qui est légal ;

- Concernant le Comité de conciliation, elle indique que celui-ci est prévu par la Délégation de service public. Un conciliateur a été désigné par chacune des parties. Les deux conciliateurs ont ensuite désigné un président du Comité de conciliation. Les membres du bureau et du Comité de suivi ont été informés de ces démarches. Le rapport du Comité de conciliation a été transmis aux deux parties : la Sté Autolib' et le Syndicat. Les membres du Comité de suivi ont pu prendre connaissance de ce rapport.

**M. Brillault (Le Chesnay)** relève que la présidente avait indiqué qu'elle demanderait une prorogation de la conciliation. Il voudrait savoir ce qu'il en est.

**La Présidente** indique que cette prorogation a eu lieu. Et que les élus du bureau ont eu la surprise du courrier dont l'article du *Monde* se fait l'écho. Ce courrier marque le début d'une relation différente vis-à-vis de la société Autolib' avec des méthodes que le Syndicat conteste. Il y avait désaccord, mais il y avait discussion. Ce courrier met fin à la discussion et au lieu de confiance, engage la procédure de résiliation.

**M. Brillault (Le Chesnay)** voudrait savoir si ce courrier s'adresse au Comité de conciliation ou à l'ensemble des membres du Syndicat.

**La Présidente** indique qu'il lui est adressé en tant que Présidente, mais elle a communiqué son contenu aux élus du bureau. Elle indique l'avoir reçu le 25 mai et souhaite un petit délai supplémentaire d'expertise juridique afin que le Syndicat soit bien accompagné en cas d'éventuels contentieux.

**M. Millard (Drancy)** note qu'un certain nombre de grandes lignes du courrier se retrouvent dans la presse. Il estime que la fuite vient de la Sté Autolib'.

**M. Gibert (Bezons)** indique ne pas être choqué que la présidente ait un lien particulier avec la Maire de Paris. Cela lui paraît naturel eu égard au poids de Paris dans le Syndicat. Il trouve plus problématique que la Sté Autolib' passe au-dessus du Syndicat pour déstabiliser la Maire de Paris.

Il constate que l'état des véhicules Autolib' se dégrade en termes de propreté et de fonctionnement ; que les espaces d'abonnement sont souvent en panne sur le long terme et qu'il est difficile d'obtenir une amélioration malgré de multiples signalements.

**M. Rispal (Fontenay-sous-Bois)** note que la Présidente ne peut pas le dire puisque cela n'est pas avéré, mais le Syndicat a déjà été la cible de tentative de déstabilisation dans le cadre de la Délégation de service public Autolib'. Il constate de la manipulation, y compris dans le fait de faire paraître l'article le jour du Comité syndical.

Il appuie le fait que le service Autolib' dysfonctionne. Il confirme que des stations sont fermées durant des mois sans explications et que le contrat n'est pas rempli et ne l'a jamais été depuis 2011. Il remarque que le revirement de situation ne peut bénéficier qu'à une seule des parties, celle qui s'estimait la plus désavantagée dans un rapport pourtant très proche. Il demande aux membres du Comité syndical de faire attention aux tentatives de déstabilisation.

**M. Lebrun (Saint-Cloud)** souhaite revenir sur Vélib'. Il voudrait être informé lorsque les stations sont remises en service afin de pouvoir communiquer précisément l'information à ses administrés.

Concernant l'état des chantiers, il souhaite savoir ce qui se passerait en cas de problème ou d'accident dus à un trou non sécurisé.

**M. Feugère (Châtenay-Malabry)**, pense que l'activité de recharge prévue via les bornes Autolib', pourrait être une bonne alternative. Il note que les chiffres présentés traduisent une dégradation du service avec des activités inférieures à celles de l'année précédente. Il indique avoir découvert deux stations fermées à Châtenay-Malabry, sans que la société Autolib' n'en ait jamais averti la municipalité.

Il mentionne également avoir fait la demande de consulter l'audit, mais cela n'a pas été possible puisqu'il est un membre suppléant.

**La Présidente** propose d'envoyer l'audit à tous les maires en faisant la demande écrite. A ce stade, seul le Maire du Chesnay a fait cette demande et un exemplaire lui a été remis ce jour.

**M. Besnard (Cachan)** indique que les inquiétudes exprimées par les élus sont partagées par les membres du bureau. Il tient à témoigner de la parfaite transparence de la présidente et de sa grande prudence. Il indique que le rôle du bureau est pleinement exercé dans sa capacité d'accompagner la présidente. Il appuie un problème de responsabilité de Bolloré. Les chiffres des abonnés sont insuffisants, les temps de location trop courts, ce qui est la source principale du déficit. En termes de politique commerciale, M. Besnard, ne peut que constater que la société Autolib' n'a pas été très active alors que le Syndicat a fait sa part, y compris en acceptant une augmentation significative des tarifs.

Il pense qu'il est important que chacun se mette face à ses responsabilités. Autolib' permet de faire diminuer la pollution et de réduire dans les villes la présence de la voiture. Sans compter qu'il s'agit d'un service innovant avec une dimension sociale donnant accès à la mobilité à tous. M. Besnard pense qu'il faut regarder les choses avec lucidité et se poser la question de la poursuite ou non de ce service public.

**La Présidente** invite les élus à formaliser par écrit leurs constatations de dégradations du service Autolib'. Elle rappelle que le Syndicat parle au nom des usagers et qu'il faut que cela continue. La Présidente pense que ces dégradations sont une des causes de la non-rentabilité du service Autolib'. Elle estime que la Sté Autolib' est responsable des dégradations du service et des conséquences sur l'utilisation pour les usagers.

**Mme Gaillabaud (La Garenne-Colombes)** suggère de demander aux usagers de faire remonter les dégradations qu'ils constatent via les réseaux sociaux ou les sites Internet des municipalités.

**La Présidente** confirme qu'effectivement il est intéressant de passer par les instances de démocratie locale pour faire ce travail. Elle note que le Syndicat est légitime quand il porte la parole des concitoyens, et qu'il doit donc être le plus armé possible et récolter le plus d'éléments prouvant la dégradation du service.

*L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 17 heures 40.*

Le Secrétaire de séance



Thierry-Michel Isoard



La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz  
Maire du 12<sup>e</sup> arrondissement